



**Arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires à la société AUGIER ROBIN BRIAND pour l'exploitation d'un site de préparation de vins, distillation et stockage d'alcools de bouche sur la commune de SAINT-EUGENE**

Le Préfet de la Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif à l'enregistrement de la rubrique 2251 (préparation, conditionnement de vins) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2009 autorisant la société « SAS le Maine au Bois » à exploiter une distillerie et un stockage d'alcool de bouche situés sur la commune de Saint-Eugène au lieu-dit " Maine du Bois " ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2013 autorisant la société « SAS le Maine au Bois » à exploiter une distillerie et un stockage d'alcool de bouche situés sur la commune de Saint-Eugène au lieu-dit " Maine du Bois " ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 24 juin 2013 au nom de la SAS AUGIER ROBIN BRIAND et Cie, dont le siège se situe à Place Edouard Martell 16100 COGNAC, et de numéro SIRET 905 721 205 00037 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 9 mai 2017 autorisant la société AUGIER ROBIN BRIAND et Cie à exploiter une distillerie et un stockage d'alcool de bouche situés sur la commune de Saint-Eugène au lieu-dit " Maine du Bois " ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance du 3 mars 2025 adressé à la préfecture de Charente-Maritime par la société AUGIER ROBIN BRIAND concernant la modification de son établissement, complété le 8 octobre 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 16 octobre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 3 novembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;
- Vu** la courrier électronique de la société AUGIER ROBIN BRIAND en date du 13 novembre 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** de fait, que la société SAS AUGIER ROBIN BRIAND a modifié son installation en augmentant la capacité de stockage de vins du site de 2 824 hl, et bien que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de mettre à jour l'autorisation environnementale du site et sa situation administrative ;

**CONSIDÉRANT** que des modifications de la défense incendie du site et de la gestion des eaux pluviales sont également sollicitées et que celles-ci doivent faire l'objet de prescriptions complémentaires au travers du présent acte ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Générale de la Préfecture,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau listant les rubriques de la nomenclature des installations classées et de la nomenclature relatives à la loi sur l'eau définies à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2017, auxquelles sont soumises l'établissement est modifié comme suit :

«

N° Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques et capacités des installations	Régime
4755-2.a (ICPE)	<b>Alcool de bouche d'origine agricole et leurs constituants</b> 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup>	Chai 1 : 105 m <sup>3</sup> Chai 2 : 290 m <sup>3</sup> Chai 3 : 290 m <sup>3</sup> Chai 4 : 290 m <sup>3</sup> Chai 5 : 290 m <sup>3</sup> chai distillerie : 245 m <sup>3</sup>  QSP 1510 m <sup>3</sup>	<b>A</b>
2250-2 (ICPE)	<b>Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole</b> La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1300 hl/j	21 alambics de 25 hl total de 525 hl de charge  soit <b>315 hl/j</b> d'alcools pur	<b>E</b>
2251-1 (ICPE)	<b>Préparation, conditionnement de vins.</b> la capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 000 hl/ an	54 304 hl/an	<b>E</b>
4718-2-b (ICPE)	<b>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel.</b> <b>la QSP totale étant :</b> 2.b supérieure ou égale à 6t mais inférieure à 50 t	28 t	<b>DC</b>

2.1.5.0-2 (IOTA)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration)	3,12 ha	D
---------------------	---	---------	---

A autorisation ; DC déclaration soumis à contrôle périodique ; D déclaration

QSP : quantité d'alcool de bouche susceptible d'être présente (titrant à plus de 40°) »

## ARTICLE 2 SITUATION ET CARACTÉRISTIQUES DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les caractéristiques du stockage vins définies à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2017 sont modifiées comme suit :

« stockage de vins :

Type et caractéristiques des cuveries extérieures	Capacité maximale de stockage en hl
<p>Cuverie extérieure</p> <p><b>Secteur 1</b></p> <p>4 citernes inox de 1010 hL 2 citernes inox de 1050 hL 6 citernes inox de 1055 hL 5 citernes inox de 2500 hL 3 citernes fibre de 2500 hL 2 citernes inox de 3000 hL</p> <p><b>secteur 2</b></p> <p>6 citernes inox de 1035 hL 4 citernes inox de 1260 hL 1 citerne inox de 108 hL</p>	<p><b>49 828 hL</b></p>
Chai de vinification	<b>4476 hl</b>

Soit au total une capacité de stockage de vins de 54 304 hl.

»

## ARTICLE 3 SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La liste des parcelles occupées par le projet, définie à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2013 sus-visé est modifiée comme suit :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Saint-Eugène	51, 53, 73, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 98, 99, 100 et 102 section AR	Maine au Bois
Brie sous Archiac	55, 491, 612, 613, 614, 617, 618, 619 et 632 section C	

## ARTICLE 4 REJETS D'EAUX PLUVIALES

Les points de rejets des eaux pluviales n°1 et n°2 définies à l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2013 sus-visé sont modifiées comme suit :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1  (X : 442523 m Y : 6492926 m)
Nature des effluents  Exutoire du rejet  traitement avant rejet	Eaux pluviales (chais 1 et 2, parking, installations de vinification, aires de chargement et déchargement)  Bassin de rétention déportée / bassins à vinasses /fossé communal  Analyses systématiques avant vidange, selon les paramètres eaux pluviales (Article 5 de l'APC n°17-906 du 9 mai 2017 susvisé). - Si résultats d'analyses conformes, rejet fossé de la voie communale n°10. - Si analyses non conformes, pompage et retraitement par une société spécialisée.

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°2 ( X : 442616 m Y : 6493001 m)
Nature des effluents  Exutoire du rejet  traitement avant rejet	Eaux pluviales (chais 4 et 5, voie de circulation, aires de chargement chais 1, 2 et 3)  bassin d'infiltration  Bac séparateur à hydrocarbures

## ARTICLE 5 MOYENS DE DÉFENSE ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les moyens de défense et lutte contre l'incendie définis à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2017 sont modifiés comme suit :

« L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

1°) Une cuve référencée A17066.0014 d'une capacité de 360 m<sup>3</sup>, munie de trois raccords pompiers. Ces raccords sont normalisés et compatibles avec les systèmes de lutte contre l'incendie du SDIS.

Le raccord accessible depuis la voie publique est réaménagé dans un délai de 6 mois afin d'améliorer les manœuvres pompiers. L'exploitant informe le SDIS de ce nouvel aménagement.

2°) Un PEI référencé P17066.0003 délivrant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

Dans le cas où la ressource en eau serait inférieure à 480 m<sup>3</sup> sur 2 heures, l'exploitant met en place des moyens complémentaires pour compenser le déficit hydraulique observé et disposer d'une ressource en eau pour l'incendie conforme.

## **ARTICLE 6 VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente le Tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

## **ARTICLE 7 PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée minimale de quatre mois.

## ARTICLE 8 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Jonzac, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le Maire de Saint-Eugène sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Augier Robin Briand et dont une copie leur sera adressée.

La Rochelle, le **17 NOV. 2025**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Emmanuel CAYRON